



26-11-1996

Monsieur Elio DI RUPO
Vice-Premier Ministre et
Ministre de l'Economie et des
Télécommunications

Square de Meeûs 23
1000 BRUXELLES

VOIRE LETTRE du

VOS RÉFÉRENCES

NOS RÉFÉRENCES

ANNEXES

28.150/II/PD
JJP/LD

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

En sa séance du 5 septembre 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée contre la S.A. Belgacom-Directory Services en raison de la publication dans le journal Grenz-Echo du 2 juillet 1996 d'une annonce rédigée uniquement en français.

La S.A. Belgacom-Directory Services a été créée le 21 octobre 1994 dans le but d'assurer l'édition et la diffusion des guides téléphoniques Belgacom.

L'article 36, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques dispose en son § 1er que "les entreprises publiques autonomes, ainsi que leurs filiales qu'elles associent à la mise en oeuvre de leurs tâches de service public et dans lesquelles la participation des autorités publiques dépasse 50%, sont soumises aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.)."

Vu que la participation de Belgacom dans la S.A. Belgacom-Directory Services égale 80%, la société doit être considérée comme un service de Belgacom.

Conformément à l'article 40, alinéa 2, des L.L.C., les services centraux, tels que Belgacom, rédigent en français et en néerlandais les avis et les communications qu'ils font directement au public.

En ce qui concerne les communes de la région de langue allemande, la C.P.C.L. a constaté à maintes reprises que, bien que l'article 40, alinéa 2, des L.L.C., ne prévoit pas les communications en allemand, il convient de veiller à ce que les avis et communica-

tions des services centraux, susceptibles d'intéresser la population d'expression allemande, puissent être diffusés dans cette langue (cfr. les avis 21.030 du 7 décembre 1989, 26.028 du 8 février 1996 et 27.112/A du 9 novembre 1995).

C'est ainsi que dans son avis 23.002-23.003 du 28 mars 1991, elle a estimé que la communication faite par un service central dans un journal de la région de langue allemande devait être publiée en allemand et en français (dans le même sens, avis 25.143 du 31 mars 1994, 25.145 du 26 mai 1994, 26.047 du 26 mai 1994).

Dès lors, la C.P.C.L. estime que la plainte est recevable et fondée.

Copie du présent avis est notifiée à monsieur J. VANDE LANOTTE, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, à l'administrateur délégué de Belgacom, ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS